



jeudi 19 février 2015



FAI : la confiance ne règne pas

Publié le 19/02/2015 à 06h00 par

Débrayage et appel aux pouvoirs publics : les « Ford » affichent leurs inquiétudes.

Ce n'est pas qu'il se passe quelque chose de nouveau, mais c'est plutôt qu'il ne se passe rien, qui soulève à nouveau l'inquiétude des salariés de Ford Aquitaine industrie (FAI). L'inquiétude et le manque de confiance des syndicats envers la direction, que l'épisode de mardi et mercredi n'a pas dissipés. De passage hier sur le site de Blanquefort, le directeur industriel de Ford Europe, n'a pas rencontré les représentants de l'intersyndicale CGT-CFTC-CFDT-FO qui avaient appelé la veille à un débrayage en milieu de journée. « On nous a dit qu'il était trop occupé », racontait hier soir Gilles Lambersend, secrétaire du comité d'entreprise.

Ce qui se passe, à savoir le prêt de salariés de FAI au voisin Getrag FT, n'est pas nouveau. Le faible volume d'activité de l'une, et le carnet de commandes prospère de l'autre, expliquant le mouvement. « La direction applique un accord de flexibilité qui prévoit ces transferts, mais aucun syndicat ne l'a signé », selon la CGT. Les syndicats dénoncent des « pressions et chantages » sur les salariés alors que « ces transferts devraient se faire sur la base du volontariat ».

Ce qui ne se passe pas, ou pas assez vite à leurs yeux, c'est la décision d'investir sur de nouveaux projets, pour stabiliser l'effectif d'un millier de personnes correspondant aux engagements précédents de Ford Europe. La société évoquait, il y a quelques mois, une décision « fin 2015 ». Selon la CGT « elle parle maintenant de début 2016 ». FAI a fonctionné en 2014 en plaçant quelque 200 salariés en chômage partiel. « Il n'y en aura pas cette année », dit M. Lambersend.

Manque de confiance, aussi, sur les prévisions d'activités sur le principal marché en cours, une boîte de vitesse automatique pour le marché européen : « Prévisions utopiques » conteste le secrétaire du CE, citant une expertise en ce sens.

Du coup, et comme très souvent dans ce dossier très sensible, les syndicats en appellent aux pouvoirs publics. « Nous avons décidé de demander une réunion d'urgence, à la préfecture », indiquent-ils. Soupçonnant toujours Ford de laisser dépérir l'usine qu'elle avait d'abord cédée en 2012, avant d'y revenir et d'y investir 120 millions d'euros un an plus tard.

Gilles Guitton